

Dans ce numéro

Les États-Unis auraient repris la formation de membres de l'Armée syrienne libre en Jordanie...

(Page 2)

Au Niger, un chef touareg d'Inates tué par des membres présumés du groupe État islamique dans le grand Sahara...

(Page 3)

Des antennes radars japonaises équiperont des navires militaires nord-coréens, selon l'ONU...

(Page 4)

Des forces spéciales chinoises se trouveraient au Venezuela, selon Conflicts News Worldwide...

(Page 6)

L'Arabie saoudite prête à accueillir des troupes américaines sur son sol pour préserver la sécurité dans la région...

(Page 7)

La Russie serait prête à vendre des Su-35 à la Turquie, selon Sergueï Tchemezov...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Hafiz Saeed, un des terroristes les plus recherchés au monde, aurait été arrêté au Pakistan...

Fondateur du Lashkar-e-Taïba (LeT) et leader de la fondation Jamaat-ud-Dawa (JuD), Hafiz Saeed est un des terroristes présumés les plus recherchés du monde. Les États-Unis avaient offert une récompense de dix millions de dollars pour retrouver Saeed qui a été capturé au Pakistan. D'après la presse pakistanaise, il a été placé en garde à vue par la brigade anti-terroriste pakistanaise alors qu'il se rendait de Lahore à Gujranwala. Figurant parmi les treize membres de LeT et JuD faisant l'objet d'un mandat d'arrêt pour terrorisme, Saeed est accusé de soutenir les organisations terroristes, blanchir de l'argent et récolter des fonds pour les organisations terroristes. Lashkar-e-Taïba est connue en tant qu'organisation menant des attaques contre des cibles civiles en Inde. D'après l'Inde, elle est l'auteur de l'attentat contre le parlement indien en 2001, et des attentats de Bombay en 2006 et 2008. Les États-Unis avaient inclus Saeed dans sa liste des terroristes présumés les plus recherchés après l'attentat de 2008 et offert une récompense de dix millions de dollars. Bien que placé en garde à vue à diverses périodes au Pakistan, il s'était défendu en affirmant avoir quitté Lashkar-e-Taïba en 2001 et avait été remis en liberté. Interpol avait émis une notice rouge contre Saeed en 2009.

(La voix de la Turquie, le 18-07-2019)

Au moins onze morts après une attaque contre le QG de la police de Kandahar revendiquée par les taliban...

Les taliban attaquent le quartier général de la police à Kandahar. C'est dans le sud de l'Afghanistan. L'attaque a fait au moins onze morts et plus de quatre-vingt blessés. Huit agresseurs ont fait exploser une voiture piégée devant le QG de la police avant de pénétrer dans le bâtiment. L'attaque a été revendiquée par les taliban, des islamiques radicaux.

(Deutsche Welle, le 19-07-2019)

Dans le détroit d'Ormuz, le pétrolier britannique arraisonné par la marine iranienne aurait percuté un bateau de pêche...

Londres demande à ses navires de ne plus se rendre dans le détroit d'Ormuz. Un appel lancé après la saisie d'un de ses pétroliers par Téhéran hier. Un responsable iranien a affirmé que le pétrolier britannique avait percuté un bateau de pêche et n'avait pas répondu à ses appels. C'est seulement ensuite qu'il a été arraisonné par la marine des Gardiens de la révolution avant d'être emmené dans le port de Bandar Abbas pour qu'il y ait une enquête sur l'incident. Les Gardiens de la révolution ont affirmé que le pétrolier britannique avait eu un comportement dangereux pour la navigation et n'avait pas respecté les règles internationales maritimes. La marine iranienne a d'ailleurs contrôlé au même moment un autre pétrolier britannique dans la même région pour non respect des règles maritimes, puis il a été relâché.

(Médi-1, le 20-07-2019)

Dans le sud de l'Afghanistan, neuf morts après l'explosion d'une bombe au passage d'un bus...

Neuf civils ont été tués, lundi, dans l'explosion d'une bombe à Hakriz, ville relevant de la province de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan. Le gouverneur de Kandahar, Hayatullah Hayat, a déclaré qu'une bombe placée près d'une route dans le village de Derbez, près de Hakriz, a explosé au passage d'un autobus transportant des civils. Neuf civils ont été tués et dix-huit autres blessés. Hayat a accusé le mouvement des taliban d'avoir placé la bombe au bord de la route.

(La voix de la Turquie, le 16-07-2019)

Les États-Unis auraient repris la formation de membres de l'Armée syrienne libre en Jordanie...

Les États-Unis avaient interrompu depuis une longue période leur aide à l'Armée syrienne libre (ASL). Ils ont recommencé à former l'ASL. Il y a trois ans, les États-Unis avaient interrompu en grande partie leur soutien au groupe de l'ASL au sud de la Syrie. C'est pourquoi, les groupes terroristes dans les rangs du régime et soutenus par l'Iran, avaient dominé la frontière irakienne englobant le sud-ouest de la Syrie. Selon des sources locales, les États-Unis ont recommencé à former les forces de l'ASL dans la base militaire de Tanif, non loin de la frontière entre la Syrie, l'Irak et la Jordanie et à l'intérieur de la Jordanie. Le groupe recueille en son sein un grand nombre de combattants arabes qui vivent à Deir ez-Zor et au sud-est du pays. Les conseillers membres de la coalition internationale anti-Daesh soutiennent les formations des officiers et agents de renseignement américains. Des formations spéciales telles que la direction d'opérations aéroportées, la capacité à survivre dans des conditions difficiles et dans le désert, le lancement d'attaque contre des points précis, sont fournies aux membres de l'ASL. Les sources précisent que le projet vise les cellules secrètes de Daesh dans la région et les forces iraniennes positionnées tout au long de la frontière.

(La voix de la Turquie, le 17-07-2019)

À Erbil, deux morts après l'attaque d'employés du consulat de Turquie par des inconnus armés...

Un diplomate turc et un civil irakien ont été tués mercredi dans un restaurant à Erbil, dans le nord de l'Irak. Les autorités turques ont fermement condamné l'attaque. Contrairement à ce qu'avait d'abord affirmé l'agence étatique *Anadolu*, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, a précisé que la fusillade n'était par l'œuvre d'un seul mais de trois assaillants qui avaient pris pour cibles des employés du consulat de Turquie à Erbil, dans un restaurant où ils avaient leurs habitudes.

(Radio Vatican, le 18-07-2019)

Vaste opération aérienne turque contre le PKK dans le nord de l'Irak...

On notera cette vaste opération d'Ankara en Irak. Une opération aérienne a été lancée hier, la plus étendue, selon la Turquie, contre le Parti des travailleurs du Kurdistan à Qandil, et cela au lendemain de la mort du vice-consul turc lors d'une fusillade dans un restaurant à Erbil où l'attaque n'a pas été revendiquée.

(Médi-1, le 19-07-2019)

En Algérie, arrestation de cinq personnes soupçonnées de préparer des attentats contre les manifestations pacifiques...

Ils sont soupçonnés de préparer des attentats contre les manifestations pacifiques en Algérie : cinq personnes ont été arrêtées dans le cadre d'une grande opération antiterroriste menée entre le 3 et 7 juillet dans la région de Batna, à 400 kilomètres au sud de la capitale. Le chef d'état-major des armées, Ahmed Gaïd Salah, avait mis en garde contre des tentatives d'infiltrations du mouvement de contestation.

(Médi-1, le 15-07-2019)

Sanctions américaines à l'encontre de deux responsables du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans...

Les États-Unis ont infligé mardi des sanctions à deux responsables de la principale alliance djihadiste liée à Al-Qaïda au Sahel, après une attaque meurtrière contre un camp militaire au Mali en mars. Ba Ag Moussa, un ancien officier déserteur de l'armée malienne, est associé au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) dirigé par le chef radical touareg malien Iyad Ag Ghaly. Ce groupe djihadiste est visé par des sanctions depuis septembre 2018, et son chef depuis février 2013, a précisé le

ministère américain du Trésor dans un communiqué. « En tant que dirigeant du GSIM, Ba Ag Moussa contribue directement à la violence et à l'instabilité alimentées par le terrorisme d'Al-Qaïda » a affirmé la sous-secrétaire au Trésor, Sigal Mandelker. Selon Washington, Ba Ag Moussa est impliqué dans l'attaque contre un camp militaire malien à Dioura, le 17 mars, qui a fait près de trente morts, dont vingt-six soldats. Mais le GSIM, qui a revendiqué l'attaque, a affirmé qu'elle avait été menée par des combattants du prédicateur radical peul Amadou Koufa, actif depuis 2015 dans cette zone. Un autre cadre du groupe, Ali Maychou, est également placé sur la liste des sanctions qui comprennent un gel de leurs avoirs et des interdictions de commercer avec des Américains.

(Africa Radio, le 17-07-2019)

Un militaire malien tué et deux autres blessés dans une embuscade près de la frontière avec le Niger...

Un soldat malien a été tué et deux blessés mercredi dans une embuscade contre leur convoi dans le nord-est du Mali, non loin de la frontière avec le Niger, ont annoncé jeudi les Forces armées maliennes. Une mission d'escorte logistique, partie du poste-frontière de Labbézanga en direction de Gao, est tombée dans une embuscade entre Fafa et Bentia dans le courant de la journée de mercredi, a précisé l'armée dans un communiqué. « Au cours de cette opération, les forces armées maliennes déplorent un mort et deux blessés » précise le communiqué. Selon l'armée, l'évaluation des opérations de poursuite des assaillants fait état d'un bilan de cinq terroristes tués.

(Africa Radio, le 19-07-2019)

Au Niger, un chef touareg d'Inates tué par des membres présumés du groupe État islamique dans le grand Sahara...

Trois chefs traditionnels et quatre responsables touaregs ont été tués depuis fin avril par le groupe de l'État islamique dans le grand Sahara (EIGS) dans le sud-ouest du Niger, près de la frontière malienne, une région où les djihadistes cherchent à s'imposer, ont déclaré mardi des responsables. « Almoubacher Ag Alamjadi, chef de tribu touareg d'Inates, a été tué lundi par des éléments de l'organisation EIGS » a dit à l'AFP une source sécuritaire nigérienne. Ex-soldat de la Garde nationale (GN), Almoubacher Ag Alamjadi avait récemment succédé à son père Arrisal Amdagh qui avait été abattu fin avril à son domicile, également à Inates, par des djihadistes. Le ministre de la Défense Kalla Moutari a confirmé la mort des deux hommes à l'AFP mardi.

(Africa Radio, le 16-07-2019)

Au Nigeria, dix marins enlevés après l'attaque d'un navire battant pavillon turc...

Des hommes armés qui ont attaqué un navire dans lequel se trouvaient dix-huit Turcs, ont kidnappé dix marins turcs au Nigeria, pays d'Afrique de l'Ouest. Selon une information de l'agence *Anadolu* (AA), des personnes armées ont attaqué le navire *Paksoy-I* battant pavillon turc et kidnappé dix Turcs parmi les membres d'équipage. Aucune information concernant l'identité des marins turcs kidnappés, n'a encore été dévoilée.

(La voix de la Turquie, le 16-07-2019)

Dans le nord-est du Nigeria, six militaires tués par des membres présumés du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest...

Six soldats ont été tués dans une embuscade tendue par des djihadistes contre une patrouille dans l'État de Borno, dans le nord-est du Nigeria, ont déclaré jeudi deux sources militaires à l'AFP. Des combattants armés du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) ont ouvert le feu mercredi contre un véhicule militaire en patrouille près de Jakana, à 30 kilomètres de la capitale de l'État, Maïduguri. Tous les soldats à bord du véhicule sont morts. « Nous avons perdu les six soldats lors de l'embuscade, y compris un colonel » a précisé une des sources militaires, toutes deux anonymes. Les soldats se déplaçaient de Maïduguri vers Damaturu, la capitale du Yobe, un État voisin, quand les djihadistes ont attaqué vers 16h20 GMT, selon la même source. « Le camion armé que conduisaient les soldats a été détruit » a complété la seconde source. Après cette embuscade, les djihadistes ont attaqué une base militaire à l'extérieur de Jakana, utilisant sept camions munis de mitrailleuses pour entamer un affrontement d'une heure, selon les mêmes sources. L'assaut a été repoussé par les soldats de la base, et les combattants de l'ISWAP ont abandonné des armes ainsi qu'un de leurs véhicules en prenant la fuite. L'armée n'a pas confirmé officiellement les attaques.

(Africa Radio, le 19-07-2019)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Des journalistes d'ABC soupçonnés d'être impliqués dans la diffusion de documents classifiés sur les militaires australiens...

L'*Australian Broadcasting Corporation*, ABC, réaffirme son opposition à la requête de la police fédérale de prendre les empreintes digitales de deux de ses journalistes. Cette demande a été effectuée dans le cadre d'une enquête sur la fuite présumée de documents classés sur les troupes australiennes en Afghanistan. Selon les documents divulgués, le diffuseur public a rapporté en 2017 que des soldats australiens auraient tué des civils afghans. La police fédérale a perquisitionné le siège d'ABC le mois dernier dans le cadre de l'investigation. La police enquêterait sur les deux journalistes qui ont rapporté l'affaire. Selon ABC, la police fédérale a envoyé des courriels aux deux journalistes en avril exigeant qu'ils acceptent que leurs empreintes digitales soient prises. ABC a ajouté que les courriels spécifiaient que les deux journalistes étaient soupçonnés de crimes, notamment d'obtention illégale d'informations. ABC indique que les journalistes ont été menacés de la même manière qu'une personne soupçonnée d'être entrée par effraction dans une maison. ABC a entamé une action en justice devant un tribunal fédéral sur la constitutionnalité du mandat de perquisition. Selon le diffuseur, il empêche la liberté de communication politique. ABC a aussi envoyé une lettre à un ministre du gouvernement exigeant que la police cesse son enquête sur les journalistes précisant que la liberté de la presse devait être protégée. (*Radio Japon international*, le 15-07-2019)

Des navires violant les sanctions onusiennes contre la Corée du Nord auraient fait escale au Japon, selon les services sud-coréens...

Trois navires étrangers soupçonnés d'avoir violé les sanctions onusiennes contre la Corée du Nord ont fréquenté des ports japonais. Mais le gouvernement de Tokyo n'a pris aucune mesure appropriée. C'est le service de renseignement sud-coréen (NIS) qui a livré hier cette information lors d'un briefing devant le Parlement. Il est interdit à ces trois cargos, le *Shining Rich*, le *Jin Long* et le *Rich Glory*, d'entrer dans les ports sud-coréens et américains, du fait qu'ils sont suspectés d'avoir transporté du charbon nord-coréen. Cela dit, jusqu'à récemment, ils ont fait escale dans des ports de l'archipel nippon. Le NIS a annoncé avoir fait ce constat notamment sur des sites qui fournissent des informations sur les mouvements de navires dans le monde, et l'avoir signalé aux autorités japonaises. Cela dit, celles-ci lui ont répondu avoir autorisé l'accès à leurs ports, faute de réglementation adéquate. Le Service national du renseignement a par ailleurs estimé que l'ex-représentant spécial nord-coréen pour les États-Unis Kim Hyok-chol serait en vie. Un journal séoulien avait rapporté qu'il avait été exécuté à la suite de l'échec du sommet de Hanoï entre Donald Trump et Kim Jong-un. (*KBS World Radio*, le 17-07-2019)

Téhéran confirme l'arrestation d'une chercheuse franco-iranienne...

Les autorités iraniennes ont confirmé mardi l'arrestation de la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah. L'information a été révélée lors d'une conférence de presse tenue mardi par le porte-parole de l'Autorité judiciaire iranienne, Gholamhossein Esmaili. Esmaili a ajouté que Fariba Adelkhah fait partie de suspects qui ont été arrêtés récemment. Il a souligné que les autorités annonceront plus tard plus de détails sur cette affaire, selon le site internet de la justice iranienne. La France avait annoncé, lundi, qu'elle cherchait des informations sur Adelkhah, appelant Téhéran à permettre immédiatement à ses services consulaires d'entrer en contact avec elle. Des sites d'informations iraniens à l'étranger ont annoncé la disparition d'Adelkhah en juin dernier. Les autorités iraniennes traquent, de temps à autre, des ressortissants iraniens titulaires d'une double nationalité en leur infligeant des accusations d'ordre sécuritaire. Téhéran détient Nazanin Zaghari-Ratcliffe, Irano-Britannique, depuis avril 2016, pour conspiration contre le gouvernement iranien, mais sa famille nie les accusations. (*La voix de la Turquie*, le 17-07-2019)

... MILITAIRE ...

Des antennes radars japonaises équiperait des navires militaires nord-coréens, selon l'ONU...

Le Japon exporterait depuis plusieurs années vers la Corée du Nord des produits concernés par les sanctions internationales. C'est ce que révèlent dix rapports déposés au Conseil de sécurité de l'ONU depuis 2010 par un groupe d'experts chargé du suivi des sanctions imposées à l'encontre du pays communiste. Par exemple, des antennes radar commerciales *Made in Japan* ont été installées dans des navires militaires nord-coréens et utilisées lors de tirs de missiles en février 2015. Le groupe

d'experts a également identifié qu'une caméra et un récepteur radio retrouvés dans un drone nord-coréen qui s'est écrasé en mars 2014 sur l'île sud-coréenne de Baengyeong en mer Jaune étaient des produits japonais. Les sociétés nipponnes ont massivement vendu des produits de luxe vers P'yongyang malgré l'interdiction du Conseil de sécurité des Nations unies. On peut citer, entre autres, dix-huit berlines de luxe Mercedes-Benz et Lexus, 10 000 cigarettes, de l'alcool et d'importantes quantités de cosmétiques. En 2010, la valeur des produits de luxe que le royaume ermite a importés depuis l'archipel via la Chine est estimée à 2,6 milliards de won, environ 1,9 million d'euros. Entre 2008 et 2009, quelque 7 000 ordinateurs portables fabriqués au Japon ont atterri au Nord. Le groupe est composé de huit experts issus des pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que de la Corée du Sud, du Japon et de Singapour. Chaque année, il publie un rapport énumérant les violations des sanctions internationales imposées au régime de Kim Jong-un.

(KBS World Radio, le 15-07-2019)

La prochaine participation américaine à l'exercice militaire *Dongmaeng* contreviendrait à la déclaration de Singapour, selon P'yongyang...

P'yongyang réaffirme que la décision de Washington d'organiser des exercices militaires conjoints dans la péninsule coréenne contrevient à la déclaration de Singapour. Un porte-parole du ministère nord-coréen des Affaires étrangères, cité par l'agence *KCNA*, a déclaré, le mardi 16 juillet, que les exercices militaires conjoints entre Washington et Séoul prévus le mois prochain affecteront les discussions de travail sur le nucléaire. « Alors que des efforts sont en cours pour organiser des discussions de travail entre la Corée du Nord et les États-Unis, Washington entend participer à l'exercice militaire *Dongmaeng*. « Il s'agit d'une violation claire de l'esprit fondamental de la déclaration du 12 juin à Singapour » a déclaré le diplomate nord-coréen. « Si ces exercices militaires ont lieu, les discussions en seront affectées » a-t-il ajouté. La Corée du Nord dénonce depuis des années les manœuvres militaires entre les États-Unis et la Corée du Sud. À l'issue du premier sommet historique Trump-Kim à Singapour, Washington et Séoul ont promis à P'yongyang de ne plus organiser d'exercices militaires conjoints dans la péninsule coréenne.

(Press TV, le 16-07-2019)

La Corée du Sud et les États-Unis effectueront en août un exercice militaire conjoint baptisé *Dongmaeng 19-2*, en remplacement d'*Ulchi Freedom Guardian*, une grande manœuvre qu'ils mènent tous les ans. Avant même son lancement, la Corée du Nord a mis en garde contre ses conséquences. Le porte-parole de son ministère des Affaires étrangères, cité par l'agence *KCNA*, a en effet prévenu que cet exercice, s'il avait lieu, pourrait avoir des répercussions sur les négociations nucléaires de travail que son pays et les États-Unis s'approprient à reprendre. « Alors que des efforts sont en cours pour organiser des discussions de travail entre les deux pays dans la foulée de la rencontre de haut niveau de Panmunjom, les États-Unis veulent participer à l'exercice militaire avec la Corée du Sud. Si cela devenait réalité, ces discussions seront affectées » a-t-il dit. Et d'ajouter que son pays attend de voir ce que fera Washington avant d'arrêter sa décision sur les pourparlers. Hier, l'agence officielle du pays communiste a également publié un communiqué du même porte-parole. Celui-ci y a répété que la reprise de la manœuvre sud-coréano-américaine était contraire à l'esprit de la déclaration signée le 12 juin 2018 à Singapour entre Donald Trump et Kim Jong-un et constituait une « pression ouverte » sur P'yongyang.

(KBS World Radio, le 17-07-2019)

Participation américaine à un vaste exercice militaire dans l'est de l'Arabie saoudite...

L'est saoudien est depuis ce lundi 6 juillet le théâtre d'un vaste déploiement de forces militaires américaines qui y mènent des exercices militaires conjoints avec des forces terrestres saoudiennes. Il s'agit d'une province stratégique, pétrolifère à souhait, où les bêtes noires de Riyad, à savoir les chiites saoudiens, vivent majoritairement et que rien ne peut ébranler, en dépit d'une vaste campagne de répression mise en place au lendemain de l'apparition sur la scène saoudienne de Mohammed ben Salmane. De vastes manœuvres ont commencé à l'est de l'Arabie saoudite engageant des centaines de soldats US et d'impressionnantes quantités d'armements. Selon des sources d'information, les exercices militaires conjoints des forces terrestres américaines et saoudiennes ont débuté dimanche soir à Hafar Al-Batin, localité située à 70 kilomètres des frontières irakiennes. Les unités des armées de terre américaine et saoudienne sont impliquées dans ces manœuvres baptisées *Commandant passionné 2019*. « L'objectif déclaré de ces manœuvres est de renforcer la coopération et la

coordination militaire de part et d'autre et d'échanger les expériences et d'élever le niveau de préparation des deux parties afin de faire face aux menaces régionales » c'est ce qu'a déclaré le brigadier général Saleh ben Ahmed Al-Zahrani, commandant de la zone nord de l'Arabie saoudite. De l'autre côté des frontières, se trouve en effet la province irakienne d'Al-Anbar où les forces irakiennes mènent en ce moment une vaste opération antiterroriste avec en toile de fond le démantèlement des cellules de Daesh.

(Press TV, le 15-07-2019)

Des forces spéciales chinoises se trouveraient au Venezuela, selon *Conflicts News Worldwide*...

En pleine guerre commerciale avec les États-Unis, suivie par la vente d'armes à Taïwan, Pékin aurait envoyé des troupes au Venezuela. Des troupes chinoises auraient récemment été aperçues à l'intérieur du Venezuela, a rapporté *Conflicts News Worldwide* dans un *Tweet* publié le dimanche 14 juillet. L'observateur du conflit indique que les troupes chinoises se trouvaient dans la région de Fuerte Tiuna au Venezuela, ajoutant que certains rapports affirmaient que ces soldats participaient à un échange éducatif entre les forces spéciales chinoises et vénézuéliennes.

(Press TV, le 16-07-2019)

Trois responsables de l'armée du Myanmar interdits d'entrer aux États-Unis...

Washington a interdit au commandant en chef de l'armée birmane ainsi qu'à trois autres officiers de haut rang d'entrer sur le territoire américain. Les États-Unis citent de graves infractions des droits humains à l'encontre de la minorité des musulmans rohingyas dans l'État occidental du Rakhine. Les trois personnes concernées sont le commandant en chef Min Aung Hlaing, le vice-commandant en chef Soe Win et deux brigadiers généraux. C'est la première fois que Washington impose des sanctions à l'encontre du chef de l'armée du Myanmar. Une déclaration émise par le département d'État jeudi indique que les officiers sont responsables d'exécutions extrajudiciaires dans le nord de l'État du Rakhine pendant le nettoyage ethnique des Rohingyas. Les forces de l'armée sont soupçonnées d'avoir attaqué et tué des résidents non armés lors d'opérations menées contre les militants rohingyas en août 2017. Selon les Nations unies, plus de 740 000 Rohingyas ont dû fuir le pays.

(Radio Japon international, le 17-07-2019)

La Turquie officiellement retirée du programme américain d'avion furtif F-35...

Les États-Unis ont retiré officiellement la Turquie de leur programme d'avion furtif F-35 après que la Turquie a accepté la livraison de systèmes de défense antimissiles S-400 russes. C'est ce qu'a annoncé hier la Maison-Blanche expliquant que le F-35 ne peut pas coexister avec une plateforme de collecte de renseignements russe qui va être utilisée pour percer ses capacités de pointe. La Turquie, qui est une alliée de l'OTAN, a qualifié la décision américaine d'erreur, rejeté les soucis du Pentagone et parlé d'éventuels dommages irréparables dans les relations stratégiques d'Ankara avec Washington.

(La voix de l'Amérique, le 18-07-2019)

Le département américain de la Défense annonce qu'il exclura la Turquie de son programme de développement d'avions de chasse F-35, suite à la décision d'Ankara de déployer un système de défense antimissiles russe. Les premières composantes du système sol-air S-400 ont été livrées à la Turquie vendredi dernier, en dépit de l'opposition exprimée par Washington. Le Pentagone a annoncé mercredi qu'il retirait la Turquie, un membre de l'OTAN, du programme regroupant neuf pays pour le développement du chasseur furtif avancé F-35. Les entreprises turques fabriquent plus de 900 composantes de l'appareil. Le Pentagone a déclaré que celles-ci seront désormais produites par des sociétés américaines à partir de mars 2020. La sous-secrétaire de la Défense Ellen Lord a souligné que cette mesure a pour but d'empêcher des données classifiées de fuir vers la Russie. Elle a ajouté que Washington cherche seulement à protéger la sécurité à long terme du programme F-35.

(Radio Japon international, le 18-07-2019)

Un drone iranien aurait été abattu par la marine américaine, selon Donald Trump...

Les États-Unis ont abattu hier un drone iranien qui s'était approché d'un navire américain dans le détroit d'Ormuz. C'est le dernier incident en date dans une région sous haute tension depuis plus de deux mois. C'est le président américain Donald Trump lui-même qui a annoncé que les États-Unis avaient abattu cet appareil iranien qui s'était approché dangereusement d'un navire américain après avoir ignoré de multiples appels à s'éloigner.

(La voix de l'Amérique, le 19-07-2019)

Le président américain, Donald Trump, a annoncé jeudi qu'un navire de guerre américain avait détruit un drone iranien dans le détroit d'Ormuz. S'exprimant à la Maison-Blanche, M. Trump a rapporté que l'*USS Boxer*, un navire d'assaut amphibie de la marine américaine, avait détruit ce drone qui le menaçait en volant à moins de 1 000 mètres de lui. « Ce drone menaçait la sécurité du navire et de l'équipage du navire » a déclaré M. Trump, estimant que l'abattre avait été une mesure défensive. Le porte-parole du Pentagone, Jonathan Hoffman, a dit ultérieurement dans un communiqué que l'*USS Boxer* a abattu le drone, qui se rapprochait vers 10h00, heure locale, alors que le navire américain naviguait en entrant dans le détroit d'Ormuz, comme prévu. « Un aéronef sans pilote, à voilure fixe, s'est approché de l'*USS Boxer* à une distance menaçante. Le navire a mené une action défensive contre le drone afin d'assurer la sécurité du navire et de son équipage » explique le communiqué.

(Radio Chine internationale, le 19-07-2019)

Téhéran dément formellement les allégations de Donald Trump relatives à la destruction d'un drone...

L'Iran a démenti les déclarations de Donald Trump sur la destruction d'un drone iranien par les forces américaines. Le porte-parole en chef des Forces armées de la République islamique d'Iran, le général de brigade Abolfazl Shekarchi, a démenti, vendredi 19 juillet, les récentes déclarations du président américain sur la destruction d'un drone iranien par les forces américaines. « Contrairement aux allégations de Donald Trump qui avaient puisé leurs origines dans les hallucinations de ce dernier, tous les drones appartenant à la République islamique d'Iran qui étaient en mission dans la région du golfe Persique et du détroit d'Ormuz, dont le drone auquel a fait allusion le président américain, ont regagné leur base sains et saufs après avoir accompli leurs missions de reconnaissance et de surveillance. Et aucun rapport ne nous a été transmis sur une confrontation avec le navire américain *USS Boxer* » a expliqué Shekarchi avant d'ajouter : « Ces déclarations infondées du président américain visent à déstabiliser la région sensible du golfe Persique et le détroit stratégique d'Ormuz ». Le porte-parole des forces armées iraniennes a rappelé aussi que ces dernières accomplissaient toujours leurs missions de surveillance, de contrôle et de supervision dans le golfe Persique et le détroit d'Ormuz, en conformité avec les normes du droit international.

(Press TV, le 19-07-2019)

L'Arabie saoudite prête à accueillir des troupes américaines sur son sol pour préserver la sécurité dans la région...

Vingt-quatre heures après l'annonce des Américains de la destruction d'un drone iranien, la République islamique annonce avoir confisqué un pétrolier battant pavillon britannique dans le détroit d'Ormuz, une zone stratégique où transite un tiers du pétrole acheminé par voie maritime. C'est dans ce contexte que l'Arabie saoudite a décidé d'accueillir des troupes américaines sur son sol, c'est une première depuis 2003, pour préserver la sécurité et la stabilité dans la région, annonce Riyad.

(Radio Vatican, le 20-07-2019)

D'après une information de l'agence de presse saoudienne *SPA* basée sur une source au sein du ministère de la Défense, le roi Salmane ben Abdul Aziz a donné son accord à l'arrivée sur le sol saoudien des forces américaines pour « la sécurité de la région, la protection de la stabilité, la préservation de la paix et le renforcement de la coopération ». Selon cette source, les deux pays sont déterminés à assurer la sécurité ainsi qu'à protéger et renforcer la stabilité de la région. Aucun détail n'a été livré sur le nombre de soldats américains ni sur leur spécificité. Dans une information diffusée vendredi, la chaîne américaine *CNN* avait annoncé l'envoi de 500 soldats américains à la base aérienne Prince Sultan à Riyad.

(La voix de la Turquie, le 20-07-2019)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Cinq avions de transport militaires brésiliens Embraer KC-390 achetés par le Portugal...

La vente pour 827 millions d'euros de cinq avions de transport militaires Embraer KC-390 au Portugal, pays membre de l'OTAN, témoigne d'un sérieux succès de l'entreprise brésilienne dans ses efforts visant à positionner son nouvel appareil sur le marché, a estimé dans un entretien accordé à *Sputnik* le journaliste Roberto Godoy, spécialiste des questions militaires. « Cet avion de transport militaire est

remarquable et il n'a en fait dans sa catégorie qu'un seul concurrent sur le marché, le célèbre Lockheed C-130 *Hercules* » a déclaré l'interlocuteur de l'agence russe. Et d'ajouter que l'avion-cargo brésilien avait même des avantages notables sur l'appareil américain, notamment son jeune âge. Parmi les avantages de l'Embraer KC-390, M. Godoy a également mentionné son prix compétitif par rapport à celui du Lockheed C-130 *Hercules* - 85 millions de dollars contre 90 à 100 millions de dollars. « À part des *Hercules*, le Pentagone n'a pas d'avions avec des caractéristiques pareilles à celles des KC-390 » a-t-il constaté.

(Press TV, le 18-07-2019)

La Russie serait prête à vendre des Su-35 à la Turquie, selon Sergueï Tchemezov...

Sergueï Tchemezov, haut responsable de la compagnie étatique russe d'industrie de défense Rostec, a affirmé qu'il était prêt à vendre des avions de combat Su-35 à la Turquie. Tchemezov a réalisé un point de presse concernant la coopération technique militaire turco-russe en voie de développement. « Si nos collègues turcs le souhaitent, nous sommes prêts à leur vendre des avions de combat Su-35 » a-t-il déclaré. Conçu par la firme russe Sukhoi, l'avion Su-35 fait partie des chasseurs multirôles dotés d'un turboréacteur à double flux.

(La voix de la Turquie, le 18-07-2019)

Aux États-Unis, une importante vente d'armes destinées à l'Arabie saoudite bloquée par la Chambre des représentants...

Cette nuit aux États-Unis la Chambre des représentants vient de bloquer une vente d'armes de plus de huit milliards de dollars à l'Arabie saoudite et ses alliés jordaniens. Une façon pour les élus de s'opposer à la guerre au Yémen et redire leur indignation après l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi l'an dernier. Un revers aussi pour Donald Trump. Le président américain devrait d'ailleurs utiliser son droit de veto pour contrer cette décision à laquelle il est opposé.

(Deutsche Welle, le 18-07-2019)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement

148 rue de l'Université – 75007 Paris

Tel.: 01 78 42 26 67